

CH_VB 83.468 vom 7. Oktober 1983

Bundesverwaltung, 1983-10-07, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_83.468

FR: CH_VB 83.468 du 7 octobre 1983

IT: CH_VB 83.468 del 7 ottobre 1983

Volltext

Interpellation Crevoisier 1518 N 7 octobre 1983 zürcherische Bundesversammlung zu den Parlamenten Westeuropa gehört, die am wenigsten kosten. Schriftliche Erklärung des Büros Déclaration écrite du Bureau Das Büro glaubt, mit diesem Bericht dem Anliegen des Postulates entsprochen zu haben. Es beantragt deshalb nach Artikel 35 Absatz 3 des Geschäftsreglements des Nationalrates, das Postulat abzuschreiben. Abgeschrieben - Classé #ST# 83.467 Interpellation Crevoisier Gesundheitskosten. Nationale Sparkonferenz Coût de la santé. Conférence «nationale» d'économies Wortlaut der Interpellation vom 16. Juni 1983 Im vergangenen Jahr hat Bundesrat Hürlimann kurz vor seinem Rücktritt ein von uns eingereichtes Postulat zur Ausarbeitung einer Gesamtkonzeption für das Gesundheitswesen mit dem Versprechen zurückgewiesen, dass eine nationale Konferenz aller interessierten Kreise einberufen werde, die nach Mitteln suchen soll, die Kostenexplosion im Gesundheitswesen zu bremsen. Wir ersuchen nun heute den Bundesrat, über die ersten Arbeiten und das weitere Arbeitsprogramm dieser nationalen Sparkonferenz Bericht zu erstatten und uns insbesondere zu sagen, wann uns deren Schlussfolgerungen zur Verfügung stehen werden. Texte de l'interpellation du 16 juin 1983 Le conseiller fédéral Hürlimann, l'année dernière, peu avant son départ, en justifiant le refus d'un postulat que nous avons déposé pour demander la mise à l'étude d'une conception globale de la santé, promettait qu'une conférence dite «nationale», regroupant tous les milieux intéressés, était convoquée pour trouver les moyens d'enrayer l'explosion des coûts dans ce domaine. Nous demandons aujourd'hui au Conseil fédéral de bien vouloir rendre compte des premiers travaux de cette conférence, ainsi que de son programme de travail et de nous indiquer en particulier à quelle date nous pourrions disposer de ses conclusions. Mitunterzeichner-Cosignataires: Carobbio, Dafflon, Forel, Herczog, Magnici, Mascarin (6) Schriftliche Begründung - Développement par écrit L'auteur renonce à développer son intervention mais demande une réponse écrite. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport du Conseil fédéral Eu égard à la hausse continue des coûts de l'assurance-maladie, les organisations les plus importantes de la santé publique ont été convoquées le 16 novembre 1982 à la première séance de la Conférence nationale en matière de santé publique. La conférence devait élaborer des propositions et des suggestions, dans l'objectif général de ramener, à moyen terme, le taux de croissance des coûts médico-pharmaceutiques au niveau de celui des salaires. Lors de la séance précitée, les participants se sont mis d'accord sur la formation de quatre groupes de travail, groupes respectivement chargés d'examiner les questions suivantes: - Groupe de travail n°1: «Secteur hospitalier et soins à domicile»; - Groupe de travail n° 2: «Soins médico-pharmaceutiques ambulatoires et bases tarifaires»; - Groupe de travail n°3: «Prévention et prophylaxie»; - Groupe de travail n°4: «Responsabilité financière des patients / Prise de conscience et type du système d'assurance». Les groupes de travail ont commencé leur activité en mars/ avril 1983. Ils ont reçu pour instruction d'examiner en priorité les mesures d'économie réalisables à court ou

moyen terme et d'élaborer leurs propositions jusqu'à la fin du mois de juin 1983, afin que les mesures correspondantes puissent, le cas échéant, être encore prises dans le cadre des délibérations relatives à la révision partielle de l'assurance-maladie. Les rapports des groupes de travail relatifs à cette catégorie de propositions sont maintenant disponibles. Ils ont été transmis, à la mi-août, à la commission du Conseil national chargée d'examiner le projet de révision partielle de l'assurance-maladie. La presse a aussi été informée des propositions des différents groupes de travail. En ce qui concerne la suite des travaux entrepris dans le cadre de la Conférence nationale en matière de santé publique, il convient de préciser que les propositions d'économie réalisables à long terme et qui sortent du cadre du projet LAMM seront traitées par les groupes de travail au cours du deuxième semestre de 1983. En temps voulu, les groupes de travail feront rapport, à l'intention du DFI, sur ce deuxième train de mesures.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates befriedigt. #ST# 83.468 Interpellation Crevoisier Seelische Gesundheit. Studie der Weltgesundheitsorganisation Santé mentale. Enquête de l'OMS sur le système des soins

Wortlaut der Interpellation vom 16. Juni 1983 Aus der Oktober-Nummer 1982 der von der Weltgesundheitsorganisation herausgegebenen Zeitschrift «Santé du Monde» geht hervor, dass diese internationale Organisation in zehn europäischen Ländern, darunter der Schweiz, die Systeme zur Behandlung von seelischen Erkrankungen untersucht hat. Es handelt sich um eine konstruktive Analyse der positiven sowie auch der negativen Seiten dieser Systeme in den betreffenden Ländern. Der Bundesrat wird ersucht, uns zu sagen: 1. ob er die Ergebnisse dieser Untersuchung kennt; 2. ob er die Massnahmen nennen kann, die in der Schweiz erforderlich sind, um allfällige Mängel in der Organisation der seelischen Gesundheitspflege zu beheben; 3. ob er bereits jetzt in der Lage ist, näher zu erläutern, wann, wie und durch wen solche Massnahmen durchzuführen sind?

Texte de l'interpellation du 16 juin 1983 La revue Santé du Monde d'octobre 1982, éditée par l'OMS, nous apprend que cet organisme international a mené, dans dix pays d'Europe dont la Suisse, une enquête sur les systèmes respectifs de soins dans le domaine de la santé mentale.

7. Oktober 1983 N 1519 Interpellation Landolt Une analyse constructive de ce qui allait bien, mais aussi de ce qui n'allait pas, a été ainsi faite pour tous les pays concernés. Le Conseil fédéral est invité à nous faire savoir: 1. S'il a pris connaissance des résultats de cette enquête, 2. S'il peut rendre compte des mesures qu'il conviendrait de prendre, en Suisse, pour remédier à d'éventuels défauts dans l'organisation des soins de santé mentale? 3. S'il est d'ores et déjà en mesure de préciser quand, comment et par qui ces mesures devront être prises?

Mitunterzeichner - Cosignataires: Carobbio, Dafflon, Forel, Herczog, Magnin, Mascarin (6)

Schriftliche Begründung - Développement par écrit L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral Depuis sa création, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'occupe aussi de la santé mentale sous ses aspects les plus divers (collecte de données statistiques, nomenclature, traitements, services ambulatoires, modes d'hospitalisation, coûts, services d'urgence, prévention, etc.). L'article paru dans Santé du Monde d'octobre 1982 concerne un programme de recherches à long terme entreprises dans différentes zones pilotes de plusieurs pays européens, dont la Suisse. Les comptes rendus techniques établis dans le cadre de ce programme ne sont pas publiés. Cependant, dès que des conclusions auront été tirées, elles seront communiquées aux milieux intéressés, notamment aux services cantonaux de l'hygiène publique, qui sont compétents pour l'organisation de soins aux malades et les questions hospitalières. La conférence des chefs

des départements cantonaux de l'hygiène publique est représentée par son président ou son secrétaire dans la délégation suisse qui prend part aux sessions annuelles du comité régional de l'OMS. On a ainsi la garantie que les autorités cantonales compétentes sont directement renseignées sur les activités de l'OMS. Au reste, l'Office fédéral de la santé publique fait régulièrement paraître une liste des publications de l'OMS dans le bulletin qu'il envoie aux médecins et aux services sanitaires. En résumé, nous pouvons répondre comme suit aux questions de l'interpellateur: 1. Le Conseil fédéral a pris acte du programme de recherches susmentionné. 2. Les résultats obtenus dans une seule zone pilote ne sauraient s'appliquer à l'ensemble de la Suisse. 3. La liaison entre l'OMS et les services sanitaires cantonaux compétents pour l'organisation et la distribution des soins est assurée. Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt. #ST# 83.481

Interpellation Landolt Paraplegiker-Zentrum Risch und Balgrist Centres de paraplégiques de Risch et de Balgrist Wortlaut der Interpellation vom 21. Juni 1983 Ich bitte den Bundesrat um Antwort auf folgende Fragen: 1. Wie beurteilt der Bundesrat das von der Schweizerischen Sanitätsdirektorenkonferenz (SDK) am 8./9. Juni 1983 genehmigte und zur Weiterbearbeitung empfohlene Projekt des dritten Paraplegiker-Zentrums an der orthopädischen Universitätsklinik Balgrist? 2. Mit welchem Beitrag kann der Verein Balgrist von seinen des Bundesamtes für Sozialversicherung an das 40- bis 45-Millionen-Projekt rechnen? 3. Ist der Bund bereit, auch das reduzierte Projekt «Paraplegiker-Zentrum Risch», wie es letzte Woche vom Präsidenten der Schweizerischen Paraplegiker-Stiftung vorgestellt wurde, zu unterstützen? 4. Stimmt es, dass das Bundesamt für Sozialversicherung (BSV) das Projekt Risch mit 30 Millionen Franken unterstützen und die Betriebskosten zur Hauptsache mit der SUVA und Privatversicherungen übernehmen wird? Texte de l'interpellation du 21 juin 1983 Je demande au Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes: 1. Comment apprécie-t-il le projet du troisième Centre de paraplégiques à la Clinique orthopédique universitaire de Balgrist, projet que la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sanitaires a approuvé les 8 et 9 juin 1983 et dont elle a recommandé la mise à l'étude? 2. Quelle contribution l'association de Balgrist peut-elle attendre de l'Office fédéral des assurances sociales pour lui permettre de réaliser ce projet, estimé à 40-45 millions de francs? 3. La Confédération est-elle disposée à aider aussi le projet réduit «Centre de Risch pour paraplégiques» qui a été présenté la semaine dernière par le président de la Fondation suisse pour les paraplégiques? 4. Est-il exact que l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) accordera son soutien au projet Risch, pour un montant de 30 millions de francs, et que les frais d'exploitation seront mis principalement à la charge de la CNA et des assurances privées? Mitunterzeichner - Cosignataires: Affolter, Bremi, Bürer-Walenstadt, Egli, Hari, Huggenberger, Jung, Kopp, Kühne, Künzi, Müller-Scharnachtal, Nussbaumer, Ribl, Risi-Schwyz (14) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Die Sanitätsdirektorenkonferenz hat an ihrer Herbsttagung vom 26. November 1981 ein Konzept genehmigt, das die Errichtung eines dritten Paraplegikerzentrums (neben Basel und Genf) für die Region Ostschweiz vorsieht. Die Universitätsklinik Balgrist wurde beauftragt, dieses Zentrum zu projektieren. Ein detailliertes Projekt wurde der SDK vorgelegt und dem Bundesrat und dem BSV zugestellt. Das geplante Zentrum Balgrist rechnet mit Baukosten von 40 bis 45 Millionen. Es wird der orthopädischen Klinik angegliedert; die bestehende chirurgische Klinik muss erweitert werden. Das benötigt weitere 10 bis 15 Millionen. Das Projekt sieht zusätzlich Bauten für Lehre und Forschung im Betrag von etwa 5 Millionen vor. Mit welchem Betrag kann die Klinik Balgrist an die vorgesehenen Totalkosten von ungefähr 60 Millionen Franken von

selten des Bundes rechnen? Vergangene Woche hat der Präsident der Schweizerischen Paraplegiker-Stiftung ein Paraplegiker-Zentrum Risch vorgestellt. Ist der Bundesrat der Meinung, dass dieses private Projekt zusätzlich zum Konzept der SDK notwendig ist und gleichzeitig mit dem dritten Paraplegikerzentrum Balgrist gebaut werden soll? Das Projekt Risch wird als Planungsobjekt der Schweizerischen Paraplegiker-Stiftung vorgestellt. Es ist als Langzeit- spital vorgesehen, wo Paraplegiker vorübergehend betreut werden, die normalerweise von Angehörigen zu Hause gepflegt werden. Diese schwer geprüften Angehörigen sollen während 3 bis 5 Wochen entlastet werden - dann, wenn der Patient in Risch gepflegt wird. Im provisorischen Kostenvoranschlag werden 30 Millionen Franken des BSV als Bundessubvention vorgesehen. Ist der Bund in der Lage, sozu-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Interpellation Crevoisier Seelische Gesundheit. Studie der Weltgesundheitsorganisation Interpellation Crevoisier Santé mentale. Enquête de l'OMS sur le système des soins In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1983 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 83.468 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.10.1983 - 08:00 Date Data Seite 1518-1519 Page Pagina Ref. No 20 011 856 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.